



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
5 avril 2012  
Français  
Original : anglais

**Pour suite à donner**

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Session annuelle de 2012**

5-8 juin 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### Projet de descriptif de programme de pays\*\*

#### République de Moldova

#### *Résumé*

Le projet de descriptif de programme de pays pour la République de Moldova est soumis au Conseil d'administration pour examen et observations. Le Conseil d'administration est invité à approuver le budget indicatif total de 3 750 000 dollars provenant des ressources ordinaires, sous réserve de la disponibilité de fonds, et de 20 300 000 dollars provenant d'autres ressources, sous réserve de la disponibilité de contributions à des fins spécifiques, pour la période 2013 à 2017.

---

\* E/ICEF/2012/9.

\*\* Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site Web de l'UNICEF, en même temps que le tableau récapitulatif des résultats, au plus tard six semaines après son examen à la session annuelle de 2012 du Conseil. Le projet de descriptif de programme de pays révisé sera alors présenté au Conseil pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2012.



## Données de base<sup>†</sup>

(2010, sauf indication contraire)

|  |                       |
|--|-----------------------|
| Nombre d'enfants (en millions, moins de 18 ans) . . . . .                                  | 0,8                   |
| TMM5 (pour 1 000 naissances vivantes) . . . . .  | 19 <sup>a</sup>       |
| Insuffisance pondérale (% , modérée ou grave, 2005) . . . . .                              | 3                     |
| (urbain/rural, les plus pauvres/les plus riches) . . . . .                                 | 2/4, 5/1 <sup>b</sup> |
| Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, 2008) . . . . .            | 32 <sup>c</sup>       |
| Taux d'inscription dans l'enseignement primaire<br>(% net, garçons/filles, 2009) . . . . . | 91/90                 |
| Élèves du primaire atteignant la dernière année de scolarité (% , 2008) . . . . .          | 95                    |
| Utilisation de sources d'eau potable améliorées (%) . . . . .                              | 96                    |
| Utilisation de services d'assainissement améliorés . . . . .                               | 85                    |
| Taux de prévalence du VIH chez les adultes (% , 2009) . . . . .                            | 0,4                   |
| Enfants qui travaillent (% , enfants âgés de 5 à 14 ans, 2009) . . . . .                   | 16                    |
| Enregistrement des naissances (% , enfants de moins de 5 ans, 2000) . . . . .              | 98                    |
| (homme/femme, urbain/rural, les plus pauvres/les plus riches) . . . . .                    | 98/98, 98/98, 97/98   |
| RNB par habitant (dollars des États-Unis) . . . . .  | 1 810                 |
| Enfants de 1 an ayant reçu les trois doses de vaccins associés DTC3 (%) . . . . .          | 90                    |
| Enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole (%) . . . . .                                  | 97                    |

<sup>†</sup> Des données nationales plus détaillées concernant les enfants et les femmes sont disponibles sur le site [www.childinfo.org/](http://www.childinfo.org/).

<sup>a</sup> Les estimations pour le pays font état de 13 décès pour 1 000 naissances vivantes, d'après le Centre national de gestion de la santé, 2011.

<sup>b</sup> Les estimations de l'insuffisance pondérale sont fondées sur les Normes de croissance de l'enfant de l'OMS adoptées en 2006.

<sup>c</sup> Les estimations pour le pays font état de 15 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, d'après le Centre national de gestion de la santé, 2011.

L'estimation a été produite par le Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile (OMS, UNICEF, FNUAP et Banque Mondiale, avec des experts techniques indépendants), ajustée pour sous-déclaration et erreurs de classification de la mortalité maternelle. Pour plus d'informations, voir [www.childinfo.org/maternal\\_mortality.html](http://www.childinfo.org/maternal_mortality.html).

## Résumé de la situation des enfants et des femmes

1. Vingt ans après son indépendance, la République de Moldova poursuit sa transition politique et économique. Le pays n'a cessé d'exprimer l'ambition d'intégrer l'Union européenne (UE), comme en témoignent les réformes en cours dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, des droits de l'homme et de la justice, ainsi que de l'administration publique et de la décentralisation. Ces réformes devraient profiter aux enfants dans la mesure où elles visent à améliorer la qualité des services, à renforcer l'implication de la société

civile dans le contrôle et la prestation des services, la transparence et la participation des citoyens, ainsi que la gestion des finances publiques<sup>1</sup>.

2. Après la crise économique de 2009, l'économie a connu une croissance de 7,5 % en 2010 alors que le taux de pauvreté continue de baisser. Cependant, plus de 40 % des ménages ruraux avec trois enfants ou plus vivent toujours dans la précarité. Si les transferts de fonds ont contribué en 2010<sup>2</sup> à hauteur de 23 % au produit intérieur brut et représentent un filet de sécurité important, les migrations de la République de Moldova, y compris de la région transnistrienne, ont un impact direct sur la vie des enfants. L'analyse de pays des Nations Unies pour la Moldova en 2011 fait état d'environ 40 % de la population en âge de travailler vivant à l'étranger, une situation qui prive les enfants des conseils et du soutien de leurs parents et affecte leur bien-être affectif et psychologique. Le franchissement de la frontière aux fins de trouver un emploi ou d'échapper à des conditions de vie difficiles reste une solution tentante et potentiellement risquée pour les adolescents vulnérables.

3. Les progrès enregistrés dans la réalisation des droits de l'enfant sont conformes aux observations de 2009 du Comité des droits de l'enfant ainsi qu'aux cibles nationales des objectifs du Millénaire pour le développement. Les principales avancées dans le domaine du droit à la survie incluent une réduction du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5) de 10 % entre 2007 et 2011<sup>3</sup> (selon les données nationales). Le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant est tombé à 3 % en 2010. Le système de santé de la République de Moldova, y compris dans la région transnistrienne, assure désormais une prise en charge intégrée des maladies de l'enfant<sup>4</sup> et des soins néonataux de meilleure qualité. Des centres de santé adaptés aux jeunes (y compris dans la région transnistrienne) accueillent chaque année plus de 50 000 adolescents et jeunes.

4. En raison des iniquités, ces avancées ne profitent pas cependant à tous les enfants. L'analyse de situation menée par l'UNICEF en 2011 identifie les enfants comme étant particulièrement touchés par les inégalités et les risques, notamment ceux des zones rurales (qui ont trois fois plus de probabilité d'être pauvres que les enfants urbains) et de la région transnistrienne, ainsi que les enfants handicapés ou roms, qui constituent les groupes les plus vastes.

5. Dans les zones rurales et le sud, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est supérieur de 33 à 50 % à la moyenne nationale. Les enfants ruraux et pauvres et les femmes enceintes, y compris les Roms, ne profitent pas des soins médicaux en raison des longues distances à parcourir pour se rendre chez un prestataire de soins de santé, des paiements informels et des coûts de traitement non couverts par l'assurance maladie<sup>5</sup>. Soixante pour cent des enfants scolarisés dans des écoles rurales sont exposés à des risques sanitaires liés à l'eau et à

<sup>1</sup> Gouvernement de la République de Moldova, « Rapport sur la mise en œuvre du Programme d'activité du Gouvernement : Intégration Européenne – Liberté, Démocratie, Bien-être 2009-2013 », septembre 2010.

<sup>2</sup> Banque Mondiale, Recueil des statistiques de 2010 sur les migrations et les envois de fonds.

<sup>3</sup> [www.childinfo.org](http://www.childinfo.org).

<sup>4</sup> UNICEF Moldova « Évaluation de l'Initiative Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant en République de Moldova pour la période 2000-2010 », 2011.

<sup>5</sup> UNICEF, Analyse de l'équité en matière de santé maternelle et infantile, 2010.

l'assainissement<sup>6</sup>. Le taux national d'incidence du VIH, de 17,1 cas pour 100 000 en 2010, est faible; cependant, les adolescents et les jeunes vivant dans les grandes villes et dans la région transnistrienne de la République de Moldova sont deux à trois fois plus exposés<sup>7</sup>. Les mesures de prévention et les soins sont entravés par la stigmatisation et la discrimination dont sont victimes les enfants touchés par le VIH/sida et les adolescents marginalisés (ceux ayant un comportement à risque).

6. Le droit des enfants à l'éducation est une priorité en Moldova et le pays alloue à ce secteur 20 % du budget public. Après des années de déclin, le taux brut de scolarisation dans le primaire s'est stabilisé à 94 % et le taux d'inscription dans le préscolaire est passé de 70 à 77 %. La qualité de l'enseignement s'est améliorée et des efforts sont entrepris aux fins de scolariser les enfants handicapés et les enfants roms. Malgré cela, les disparités entre le monde rural et urbain persistent, notamment en raison de la pénurie d'enseignants qualifiés et de la qualité des infrastructures dans les villages<sup>8</sup>. Les réformes structurelles actuellement en cours, indispensables pour un usage plus efficient des ressources consacrées à l'éducation compte tenu du déclin démographique, peuvent engendrer des risques pour les étudiants déjà marginalisés, à moins d'assurer un suivi minutieux des réformes et à consacrer les économies réalisées à l'amélioration de la qualité<sup>9</sup>. Le travail des enfants, ainsi que l'incapacité des familles pauvres à pourvoir aux frais liés à l'éducation entravent la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'éducation<sup>10</sup>. Les enfants handicapés sont souvent exclus de l'école ou relégués dans des écoles auxiliaires – pratiques encore soutenues par la majorité des parents<sup>11</sup> – et les enfants roms sont parfois victimes de discrimination de la part des professionnels de l'éducation ou des autres enfants.

7. Parmi les progrès accomplis dans la réalisation des droit des enfants à la protection, citons la mise à jour de la loi sur l'adoption, conformément aux recommandations du Comité des droits de l'enfant, une baisse de 22 % du placement des enfants en institution durant la période 2005-2010 et un recours accru aux autres solutions de prise en charge familiale<sup>12</sup>. Toutefois, les jeunes enfants et les enfants handicapés sont les derniers à bénéficier de la désinstitutionnalisation. Des actions de sensibilisation à la violence domestique ont été menées et le cadre politique a été amélioré. Le nombre d'enfants placés en détention a considérablement baissé et de plus en plus de solutions de remplacement sont proposées. Des travailleurs sociaux sont présents dans la quasi-totalité des villages.

8. Plus de 45 % des ménages avec enfants du quintile le plus pauvre ne perçoivent aucune prestation sociale; le problème est encore plus criant pour les

<sup>6</sup> Gouvernement de la Moldova et UNICEF, Étude sur la qualité de l'eau, des installations sanitaires et des pratiques d'hygiène dans les écoles de Moldova, 2010.

<sup>7</sup> Centre national de médecine préventive, Bulletin d'information sur la situation en matière d'infection au VIH en République de Moldova, 2010.

<sup>8</sup> Bureau national de statistique, publication statistique, « Éducation en Moldova », 2011. <http://www.statistica.md/pageview.php?l=ro&id=2819&idc=350>, p. 19.

<sup>9</sup> UNICEF, Analyse de la situation des enfants vulnérables, exclus et discriminés en Moldova, 2011.

<sup>10</sup> République de Moldova, deuxième rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, 2010.

<sup>11</sup> UNICEF, Enquête nationale sur les soins et le développement de la petite enfance : connaissances, attitudes et pratiques familiales, 2010.

<sup>12</sup> Bureau national de statistique, modèle statistique TransMONEE 2011.

familles nombreuses pauvres. Les raisons principales en sont les procédures administratives complexes, la discrimination, le manque de sensibilisation et les limitations inhérentes aux approches ciblées<sup>13</sup>. Le travail des enfants est une réalité cachée qui n'en demeure pas moins répandue, surtout dans les zones rurales : quelques 18 % des enfants de 5 à 17 ans sont touchés, dont les deux tiers sont des garçons<sup>14</sup>. Les données qualitatives laissent entrevoir que certains enfants sont envoyés à l'étranger à des fins de travail<sup>15</sup>, <sup>16</sup>. De plus en plus d'informations font état de garçons et de filles victimes d'abus et d'exploitation sexuels mais témoignent en parallèle d'une meilleure prise de conscience du problème par la société<sup>17</sup>. La toxicomanie chez les adolescents, notamment les garçons, est de plus en plus préoccupante. Les châtiments corporels sont une pratique communément acceptée.

9. La réalisation des objectifs nationaux et la mise en œuvre des normes européennes et internationales nécessiteront de porter une attention accrue à l'insertion sociale. Des obstacles systémiques entravent l'accès aux services des groupes les plus défavorisés, et les familles marginalisées sont peu enclines à solliciter des services du fait des croyances sociales qui nuisent à la création d'un environnement social plus inclusif. Les stéréotypes de genre continuent de peser sur les rôles parentaux, posant d'autres défis à la prise en charge effective des enfants, notamment en cas d'absence tant de la mère que du père pour des raisons de migration de travail. L'ignorance est également problématique, de mauvaises pratiques de soins limitant les résultats en matière de santé et de développement des enfants<sup>18</sup>.

10. Les données disponibles, non ventilées, peu analysées et sous-exploitées, réduisent la visibilité des groupes marginalisés. Au plan local, l'absence d'autonomie financière et de clarté quant aux rôles et responsabilités entravent également la mise en œuvre<sup>19</sup>. Les autorités centrales et locales ne disposent pas des capacités et des ressources suffisantes pour concevoir et proposer des services permettant une couverture appropriée des plus nécessiteux. Il convient de renforcer les capacités des organisations non gouvernementales (ONG), en leur qualité de prestataires de services, des décideurs politiques et des responsables des budgets ainsi que des défenseurs des droits de l'homme. De même, le rôle essentiel de supervision joué par le Parlement en matière de contrôle des droits de l'enfant doit

<sup>13</sup> UNICEF, « Impact des transferts en espèces sur la pauvreté et le bien-être des familles les plus vulnérables en République de Moldova dans le contexte du passage d'un système d'assistance sociale par catégorie à un système de prestations soumises à condition de ressources », 2011.

<sup>14</sup> Bureau national de statistique et Organisation internationale du Travail, « Le travail des enfants en République de Moldova : résultats de l'enquête de 2009 sur les activités des enfants », 2010.

<sup>15</sup> PNUD, UNICEF et UNIFEM, Rapport d'évaluation de l'impact de la crise sur les communautés locales en Moldova, mars 2011.

<sup>16</sup> UNICEF, « Impact des transferts en espèces sur la pauvreté et le bien-être des familles les plus vulnérables en République de Moldova dans le contexte du passage d'un système d'assistance sociale par catégorie à un système de prestations soumises à condition de ressources », 2011.

<sup>17</sup> UNICEF, Analyse de la situation des enfants vulnérables, exclus et discriminés en Moldova, 2011.

<sup>18</sup> UNICEF, Enquête nationale sur les soins et le développement de la petite enfance : connaissances, attitudes et pratiques familiales, 2010.

<sup>19</sup> Nations Unies, Moldova, Analyse de pays, 2011.

être conforté. Il s'avère par ailleurs indispensable d'améliorer la couverture médiatique des enfants et de leurs droits<sup>20</sup>.

11. Bien que l'avis des enfants et adolescents soit rarement pris en compte, leur droit de participation est partiellement mis en œuvre grâce à l'initiative « Les écoles amies des enfants » et aux services de santé adaptés aux jeunes. On constate une sensibilisation et un engagement accrus en matière de gestion du risque de catastrophe, développement positif compte tenu de l'accroissement possible du risque induit par le changement climatique.

12. Le Comité des droits de l'enfant<sup>21</sup> et plusieurs études soutenues par l'UNICEF<sup>22</sup> notent le manque de coordination entre les différents secteurs en charge de l'enfance. Si le Conseil national pour la protection des droits de l'enfant a amélioré la coordination intersectorielle et assure le leadership au plan politique, le manque de relations entre les systèmes de santé, de la protection sociale, de l'éducation, de la police et de la justice aux niveaux national et local entrave considérablement les efforts d'identification, d'orientation et de prestation de services additionnels ainsi que le soutien aux enfants défavorisés et à leurs familles.

## **Principaux résultats obtenus et enseignements tirés de la coopération antérieure, 2007-2012**

### **Principaux résultats obtenus**

13. Le programme a contribué à une réduction de 43 %<sup>23</sup> du nombre d'enfants placés en institution – dépassant ainsi l'objectif de 30 %<sup>24</sup>. Les services de soutien familial ont été renforcés et les interventions préventives et les mesures de protection de remplacement ont été étendues. Des cadres juridiques et politiques ainsi qu'une réglementation spécifique ont été mis en place, permettant la création de structures modernes et l'amélioration de celles existantes afin de faire face à la complexité de la protection de l'enfant<sup>25</sup>. Les réformes devraient se poursuivre dans le cadre de la Stratégie de protection de l'enfant et de la famille prévue par le gouvernement.

14. Le programme a également permis une réduction de l'ordre de 70 % du nombre d'enfants en détention, dépassant ainsi l'objectif fixé, qui était de 50 %<sup>26</sup>. Le cadre juridique et normatif est davantage en conformité avec les normes

<sup>20</sup> UNICEF, Enquête nationale sur les soins et le développement de la petite enfance : connaissances, attitudes et pratiques familiales, 2010.

<sup>21</sup> Comité des droits de l'enfant, cinquantième session, Observations finales : République de Moldova, 2009.

<sup>22</sup> UNICEF, Analyse de la situation des enfants touchés par le VIH/sida en Moldova, 2008; UNICEF, Évaluation nationale du Programme de prévention de la transmission de la mère à l'enfant, 2009; UNICEF, Analyse de la situation des enfants exclus en Moldova, 2011; UNICEF, Évaluation du système de protection de l'enfant en Moldova, 2009 ; UNICEF, Analyse de l'équité en matière de santé maternelle et infantile, 2010.

<sup>23</sup> Calcul effectué par le Bureau de l'UNICEF en Moldova, sur la base du modèle statistique TransMONEE 2011.

<sup>24</sup> Exprimé sous forme de taux, le gain est de 22 %.

<sup>25</sup> UNICEF, Évaluation du système de protection de l'enfant en Moldova, 2009.

<sup>26</sup> Statistiques administratives du Ministère de la justice, novembre 2011.

internationales et européennes (Conseil de l'Europe et Union européenne). Le système judiciaire prévoit des mécanismes et services de remplacement tels que la probation, la médiation et la déjudiciarisation<sup>27</sup>.

15. En matière de santé, l'objectif établi par le programme de pays s'agissant de la réduction du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a été atteint. Les services sociaux et de santé travaillent en collaboration afin d'identifier, d'orienter et de proposer un traitement aux jeunes enfants défavorisés et de fournir des informations à leurs parents. Les services de santé « amis des jeunes » ont été étendus et améliorés, dont certains aux fins de toucher les adolescents les plus à risque<sup>28</sup>. Les services dépendent et sont financés par le système de santé. Le Programme sur le VIH/sida pour la période 2011-2015 couvre spécifiquement les populations les plus exposées, notamment les adolescents.

16. Le programme de pays a mobilisé des fonds substantiels du Partenariat mondial pour l'éducation et fourni un appui technique pour le développement de la petite enfance, contribuant ainsi à une augmentation de 10 % du taux d'inscription dans le préscolaire entre 2005 et 2010. Suite à l'adoption de l'approche « Écoles amies des enfants », le programme scolaire a été modernisé, des méthodes pédagogiques centrées sur les enfants ont été introduites et des normes de qualité développées avec succès<sup>29</sup>. La notion d'éducation inclusive est largement prise en compte dans la Stratégie nationale relative à l'éducation. Des médiateurs roms, chargés de faciliter l'accès des Roms aux services sociaux, devraient être mis en place dans les localités accueillant une importante communauté rom.

17. L'UNICEF a soutenu le Gouvernement dans sa réponse aux situations d'urgence, contribuant ainsi aux résultats suivants : sensibilisation accrue aux méthodes de prévention de la grippe aviaire et de la grippe H1N1<sup>30</sup> et renforcement des capacités du système de santé en matière de communication en situation d'urgence; vaccination de l'ensemble des enfants de 13 à 18 ans afin d'enrayer l'épidémie d'oreillons; atténuation de l'impact des crises alimentaire et économique de 2009 sur 17 000 enfants défavorisés; facilitation du retour à l'école de 2 234 enfants défavorisés victimes des inondations, y compris dans la région transnistrienne de la République de Moldova; apport aux familles touchées par des catastrophes naturelles d'un soutien psychosocial adapté aux circonstances locales et devant être adopté à l'échelle du pays.

## Enseignements tirés

18. L'évaluation du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) a recommandé de porter une attention constante aux réformes de la gouvernance, au renforcement des droits de l'homme et à une mobilisation efficace en faveur de la protection sociale, de l'éducation et de la santé, tout en appelant à un soutien plus effectif de la participation de la société civile. Plusieurs études ont

<sup>27</sup> UNICEF, « Évaluation du projet de réforme de la justice des mineurs en Moldova », résultats préliminaires, 2011.

<sup>28</sup> Centre national de santé reproductive. Centre de méthodologie du Réseau des services santé « amis des jeunes », 2010.

<sup>29</sup> UNICEF, Évaluation des « Écoles amies des enfants », résultats préliminaires, 2011.

<sup>30</sup> UNICEF, Évaluation « Grippe aviaire : perception de la campagne d'information par la population et les spécialistes sur le terrain en Moldova », 2009.

également montré qu'un meilleur contrôle de la répartition des ressources pourrait favoriser la protection des acquis en faveur des enfants et la réalisation de nouveaux progrès. Elles ont par ailleurs mis en lumière la nécessité de parvenir à un équilibre prudent entre l'aide sociale et les indemnités soumises à condition de ressources et les subventions de services, pour garantir la prise en charge des enfants en situation de pauvreté extrême<sup>31, 32</sup>.

19. Les études ont également confirmé la nécessité de mettre davantage l'accent sur le changement social, aux fins de traduire les politiques sociales en actions concrètes et durables ayant un réel impact sur la vie des enfants<sup>33</sup>. Les attitudes discriminatoires à l'égard des femmes, des personnes pauvres ou handicapées et des Roms influencent l'état d'esprit des décideurs, des autorités locales et des professionnels travaillant auprès des enfants et freinent l'élaboration et la mise en œuvre de politiques progressistes susceptibles de profiter à ces groupes de la population. Les attitudes sociales contribuent à limiter l'information et l'accès aux services des familles roms, entravent l'insertion des enfants handicapés, favorisent le recours excessif aux placements en institution, restreignent l'accès des adolescents aux services appropriés et contribuent à la violence familiale et à son acceptation par la communauté. Une évaluation des aspects sexospécifiques du programme de pays en cours menée en 2011 a montré que les inégalités entre les sexes et la discrimination sexiste influent sur les résultats tant pour les garçons que pour les filles. Elle a également conclu à la nécessité de veiller dans le nouveau programme à une meilleure intégration des perspectives de genre dans les approches en faveur d'un changement social<sup>34</sup>.

---

<sup>31</sup> UNICEF, Analyse de la situation des enfants vulnérables, exclus et discriminés en Moldova, 2011.

<sup>32</sup> ECI & CBS-AXA, « Impact des transferts en espèces sur la pauvreté et le bien-être des familles les plus vulnérables en République de Moldova », 2011.

<sup>33</sup> UNICEF, Analyse de la situation des enfants touchés par le VIH/sida en Moldova, 2008; UNICEF, « Connaissances, attitudes et pratiques des jeunes à l'égard du VIH/sida en Moldova », 2008; UNICEF, Évaluation du système de protection de l'enfant en Moldova, 2009; UNICEF, Analyse de l'équité en matière de santé maternelle et infantile, 2010; UNICEF, « Enquête nationale sur les soins et le développement de la petite enfance : connaissances, attitudes et pratiques familiales », 2010; UNICEF, Analyse de la situation des enfants défavorisés en Moldova, 2011.

<sup>34</sup> UNICEF, Évaluation de l'intégration des perspectives de genre dans le programme de pays UNICEF-Moldova 2007-2012 et recommandations pour le prochain programme de pays, 2011.



## Programme de pays, 2013-2017

### Tableau budgétaire récapitulatif

| <i>Composantes du programme</i>                                   | <i>(en milliers de dollars des États-Unis)</i> |                          | <b>Total</b>  |
|---|--|--------------------------|---------------|
|   | <i>Ressources ordinaires</i>                   | <i>Autres ressources</i> |               |
| Insertion sociale et protection des enfants                       | 2 000  | 15 000                   | <b>17 000</b> |
| Gouvernance et changement social en faveur des droits de l'enfant | 1 000  | 4 500                    | <b>5 500</b>  |
| Coûts transversaux  | 750  | 800                      | <b>1 550</b>  |
| <b>Total</b>  | <b>3 750</b>                                   | <b>20 300</b>            | <b>24 050</b> |

### Processus de préparation

20. Ce programme a été conçu en conjonction dans le cadre du Partenariat Nations Unies-République de Moldova pour 2013-2017, en se fondant sur une évaluation du PNUAD<sup>35</sup> et l'analyse de pays<sup>36</sup>, suivies, en septembre 2011, par un atelier de définition des priorités stratégiques avec le Gouvernement. Les résultats d'une analyse de la situation axée sur les enfants défavorisés et exclus et des évaluations entreprises depuis l'examen à mi-parcours ont été pris en compte dans le cadre du processus de préparation. Une analyse fondée sur les droits de l'homme menée dans le cadre d'un processus consultatif avec le Gouvernement, les organisations non gouvernementales (ONG) et le Parlement, a permis d'identifier les déterminants sous-jacents des principaux problèmes affectant les enfants. La conception du programme a été validée par le Conseil national pour la protection des droits de l'enfant, présidé par le Vice-Premier Ministre chargé des affaires sociales, avec la participation de ministères de tutelle, du Ministère des finances, du Bureau du Médiateur pour les droits de l'enfant, d'ONG et d'entités des Nations Unies.

21. Voici sur quoi se fonde le programme : les Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2006), du Comité des droits de l'enfant (2009), du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2011) et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (2011), ainsi que les recommandations 2011 de l'Examen périodique universel, notamment celles relatives à la violence, à l'égalité des sexes, à la non-discrimination et aux groupes défavorisés, et à la nécessité de prêter une attention accrue à la mise en œuvre des lois et documents normatifs en l'accompagnant du soutien financier adéquat.

<sup>35</sup> Rapport d'évaluation – plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, Moldova, 2011. [http://www.un.md/un\\_res\\_coord\\_sys/docs/UNDAF%20Evaluation%20Report%20-%20Moldova.pdf](http://www.un.md/un_res_coord_sys/docs/UNDAF%20Evaluation%20Report%20-%20Moldova.pdf).

<sup>36</sup> Nations Unies Moldova, Analyse de pays, 2011. [http://www.un.md/un\\_res\\_coord\\_sys/docs/Country%20Analysis%20-%20UN%20Moldova\\_ENG.pdf](http://www.un.md/un_res_coord_sys/docs/Country%20Analysis%20-%20UN%20Moldova_ENG.pdf).

## Résultats et stratégies des composantes du programme

22. Le programme de pays soutient les efforts du Gouvernement et de la société civile en faveur d'une meilleure insertion sociale des enfants et familles présentant un risque d'exclusion du fait des disparités géographiques, de la pauvreté, de leur origine ethnique, d'un handicap, du sexe et de la privation ou insuffisance de soins parentaux. Il intègre des objectifs et points de référence internationaux et européens plus larges, qui répondent aux aspirations nationales.

23. Le programme vise les résultats suivants d'ici la fin de l'année 2017 : a) le Gouvernement remédie aux inégalités d'accès auxquelles sont confrontés les enfants défavorisés et leur famille en matière d'éducation de qualité, de santé, de protection et de services de justice; et b) une plus grande sensibilisation des structures de gouvernance et des attitudes sociales à la situation des enfants, en insistant sur l'équité.

24. Le renforcement des capacités, le partenariat et les actions de sensibilisation fondées sur des données factuelles viseront à mettre davantage l'accent sur la réduction des disparités, tant entre les zones rurales et urbaines qu'entre la population générale et les groupes particulièrement défavorisés, afin de renforcer les réformes en cours et de créer un environnement propice à une meilleure participation des enfants. Le programme appliquera une approche sexospécifique dans l'ensemble des domaines d'activité, plus résolument axée sur le rôle des hommes dans la vie des enfants, l'autonomisation des femmes et la levée des obstacles qui entravent la réalisation des droits aussi bien pour les filles que les garçons. Une attention sera également portée à la réduction du risque de catastrophe et à la préparation aux situations d'urgence.

## Composantes du programme

25. Les deux principales composantes du programme sont a) **l'insertion sociale et la protection des enfants**; et b) **la gouvernance et le changement social en faveur des droits de l'enfant**. Une interaction étroite entre ces deux composantes est envisagée aux fins de documenter les bonnes pratiques, combler les lacunes en matière de capacités au niveau local, soutenir les réformes politiques, améliorer l'allocation de ressources et lutter contre les attitudes sociales négatives.

26. **Insertion sociale et protection des enfants.** Cette composante accorde la priorité à l'accès à des services de qualité, aux mécanismes de protection et aux prestations en espèces pour les enfants issus des groupes qui ne sont pas pleinement pris en compte dans les réformes du secteur public actuellement menées, notamment les enfants vivant dans les zones rurales et la région transnistrienne de la République de Moldova, ou ceux touchés par la pauvreté et la migration. La violation des droits des enfants roms et des enfants handicapés sera traitée dans le cadre de cette composante. Une attention particulière sera portée à l'offre de nouvelles opportunités d'insertion et d'une « seconde chance » aux adolescents dont les vies ont été marquées par la violence, l'abandon scolaire, qui sont en conflit avec la loi ou ont été placés en institution, ou encore ceux vivant dans la pauvreté, victimes de discrimination, touchés par la migration, la traite des êtres humains, le VIH/sida ou la toxicomanie. Les Ministères de l'éducation, du travail, de la

protection sociale et de la famille, de la santé, des affaires intérieures et de la justice ainsi que les autorités locales seront les principaux partenaires.

27. Le programme contribuera à a) renforcer l'accès à une éducation de qualité, et plus particulièrement pour les groupes défavorisés et les enfants handicapés; b) améliorer les soins et le développement des jeunes enfants, notamment les plus défavorisés; c) infléchir la tendance à la hausse de l'incidence du VIH/sida parmi les 15-19 ans; d) augmenter l'accès à une prise en charge familiale des enfants privés d'environnement familial; et e) renforcer l'accès aux prestations sociales et à des services sociaux et de justice de qualité pour les enfants défavorisés et leur famille.

28. La coopération technique et le partage des connaissances internationales viendront appuyer la révision des cadres normatif et réglementaire dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection de l'enfant, de la protection sociale et de la justice, conformément aux traités et normes internationaux, de l'UE et du Conseil de l'Europe relatifs aux droits de l'enfant. Ces approches, combinées au renforcement des capacités et à la mobilisation de ressources, serviront à développer davantage les capacités nationales et locales à dispenser des services de qualité et à élargir et améliorer la couverture des enfants défavorisés. Elles intégreront l'expérimentation et la diffusion des modèles de mise en œuvre ayant fait leurs preuves. Il s'agira notamment de soutenir le secteur social dans ses efforts d'anticipation et d'atténuation des risques éventuels de catastrophes naturelles ou de ralentissement économique, principalement au niveau local. Cette composante renforcera la collaboration intersectorielle ainsi que la détection et l'orientation rapides des enfants défavorisés vers un continuum de services communautaires. Les actions de communication pour le développement s'attacheront aux pratiques de soins et à la création d'un environnement familial et communautaire plus protecteur pour les enfants, notamment les plus défavorisés. Les recherches et la génération de connaissances au plan local viendront étayer le plaidoyer politique.

29. Dans le cadre de la Stratégie de protection de l'enfant et de la famille prévue, le programme développera les capacités de prévention et de réaction afin que les enfants à risque ou victimes d'abus, de violence, de négligence et d'exploitation bénéficient d'un soutien adapté de la part des aidants familiaux, des professionnels, des services sociaux et du système de justice. Les problèmes des abus et de l'exploitation sexuels ainsi que du travail des enfants seront pris en considération et feront l'objet d'un renforcement des actions de sensibilisation, de signalement et d'orientation vers les services compétents. Les progrès réalisés grâce à la réforme du système de protection des enfants seront étendus aux enfants handicapés et à ceux de moins de 3 ans. Il s'agira notamment d'élargir l'éventail des services d'aide et les solutions de protection de remplacement en milieu familial afin de prévenir les séparations. Un travail coordonné avec la police, la justice, les autorités locales, les acteurs sociaux et les ONG soutiendra la recherche de réponses et services appropriés pour les enfants qui sont en contact avec la justice, par exemple en tant que victimes ou témoins. La modélisation au plan local de service sociaux et de justice novateurs soutiendra également le développement de politiques nationales. Le programme cherchera à promouvoir l'intégration de services sociaux et l'assistance en espèces dans le but de favoriser la suppression des obstacles entravant l'accès afin que les familles défavorisées bénéficient de l'aide requise pour élever leurs enfants dans l'environnement familial. Il aura également pour objectif de mieux relever les défis posés par l'absence des parents et d'autres adultes pour des raisons de migration.

30. Le programme appuiera les efforts visant à réformer l'éducation afin d'améliorer l'accès universel, la qualité et la gouvernance de l'éducation, en se fondant sur le Cadre stratégique pour l'éducation et la formation de l'Union européenne. Il mettra tout particulièrement l'accent sur l'éducation inclusive, la lutte contre la discrimination, les mesures visant à toucher et aider les enfants roms, les enfants handicapés et les enfants déscolarisés. Pour réduire les disparités entre zones rurales et urbaines, le programme soutiendra le renforcement des systèmes de suivi aux niveaux national et local afin de mettre à disposition des informations relatives à la qualité, aux résultats, à la fréquentation et l'abandon scolaires des groupes défavorisés et faciliter ainsi le processus décisionnel. Les travaux d'amélioration de la qualité de l'éducation se poursuivront grâce à la mise en œuvre des normes et au renforcement des capacités. Dans le cadre de l'engagement national en faveur des « Écoles amies des enfants », le programme cherchera à réduire la violence et accroître la participation des enfants et de la communauté à la gouvernance de l'école. L'UNICEF mobilisera les appuis pour améliorer l'approvisionnement en eau et les installations sanitaires dans les zones rurales et assurera la promotion des mesures d'hygiène, des droits de l'homme, de la gestion des catastrophes et de l'éducation environnementale.

31. Conformément à la communication de l'UE « Éducation et accueil de la petite enfance » et au Cadre européen des stratégies nationales d'intégration des Roms, et compte tenu de l'accent placé sur le développement du capital humain par la stratégie nationale de développement « Moldova 2020 », le programme de pays aura pour objectif d'améliorer la nutrition, la santé, les activités de stimulation précoce à la maison, ainsi que la préparation à l'école grâce à un renforcement de l'accès, de l'utilisation et de la qualité des structures inclusives d'apprentissage pour les jeunes enfants, en insistant sur les enfants ruraux, les enfants vivant dans la région transnistrienne de la République de Moldova, les enfants handicapés et les enfants roms. Les politiques et systèmes de santé visant à améliorer la couverture des familles défavorisées seront renforcés. Les services de soins périnataux et postnatals bénéficieront d'un appui afin d'en améliorer la qualité et l'approche des familles défavorisées ainsi que l'aide actuellement apportée aux parents pour leur apprendre à dispenser des soins adéquats. Le programme soutiendra les actions transectorielles en faveur de la détection et de l'intervention précoces et du développement des services communautaires pour les enfants handicapés.

32. Compte tenu du risque élevé d'infections sexuellement transmissibles, dont le VIH, de toxicomanie et de grossesses chez les adolescentes, la composante cherchera à renforcer l'attention portée aux jeunes défavorisés, aux enfants ruraux et urbains ainsi qu'à répondre aux besoins des filles et des garçons grâce à la mise en œuvre de stratégies sensibles au genre. En outre, le programme s'efforcera de changer les normes sociales propices à la discrimination envers les adolescents ayant des comportements à risque et d'améliorer les connaissances, attitudes et pratiques de ces derniers. Cette action sera directement rattachée aux politiques et stratégies nationales relatives au VIH/sida, à la santé, à l'éducation et à la jeunesse. Le programme renforcera les compétences et capacités des adolescents et adolescentes en matière de protection de leurs droits grâce à des initiatives spécialement conçues à leur intention et qui leur donnent les moyens de participer activement à tous les domaines qui les concernent.

33. **Gouvernance et changement social en faveur des droits de l'enfant.** Cette composante aidera les structures de gouvernance et les services à prendre davantage

en compte les enfants et la notion d'équité et cherchera à faire évoluer les attitudes sociales en ce sens. Pour ce faire, elle a) appuiera les efforts des autorités centrales et locales visant à mieux répondre aux besoins des enfants défavorisés dans leurs actions de planification, de suivi des politiques, d'évaluation des coûts et de budgétisation des principaux programmes et lois relatifs aux enfants; et b) cherchera à faire progresser la mise en œuvre des observations encore pendantes du Comité des droits de l'enfant liées à i) la collecte de données ventilées en matière d'équité et leur utilisation à des fins d'élaboration et d'évaluation des politiques; ii) la participation de la société civile et des médias à la protection et la promotion des droits de l'enfant; iii) l'allocation de ressources pour la mise en œuvre de la législation et des stratégies ayant un impact sur les enfants; et iv) le suivi indépendant et effectif de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant. La composante aidera les structures de gouvernance et la société civile à instaurer un débat public et à favoriser le changement social conduisant à des pratiques sociales plus inclusives en faveur des enfants et familles défavorisés, tout en leur donnant davantage les moyens de faire valoir leurs droits. Les principaux partenaires seront notamment la Chancellerie d'État, les Ministères des finances, de l'éducation, de la santé et du travail, de la protection sociale et de la famille, le Parlement, l'Avocat parlementaire chargé de défendre les droits de l'enfant et les autorités locales.

34. Le programme cherchera à accroître l'attention portée aux enfants dans les cadres budgétaires et les mesures de budgétisation locales basées sur les résultats, et contribuera à améliorer l'efficacité des dépenses publiques aux fins d'investir davantage pour les enfants défavorisés. Il s'efforcera de clarifier les responsabilités entre les différents niveaux de l'administration pour identifier les activités sociales non financées destinées aux enfants et améliorer l'appréciation des possibilités et risques liés à la décentralisation des services essentiels pour les enfants. Au fur et à mesure des avancées de la décentralisation, le programme renforcera les capacités des autorités locales en termes de planification, budgétisation et fourniture de services appropriés en prêtant attention aux considérations d'équité, à l'évolution démographique et sociale due aux migrations et au risque de catastrophe. Les capacités des pouvoirs locaux et des ONG seront consolidées aux fins de faire participer et d'autonomiser les communautés, y compris les enfants eux-mêmes, au moyen d'une communication publique efficace.

35. Le programme aidera les partenaires nationaux et locaux à collecter et diffuser des données ventilées conformément aux normes internationales et européennes, et à exploiter plus efficacement les données factuelles dans le cadre du développement, de la programmation et budgétisation des politiques, y compris celles relatives aux populations défavorisées et à risque. Ce travail sera partiellement entrepris dans le cadre de la poursuite d'un programme commun des Nations Unies sur les statistiques.

36. Le programme continuera de travailler avec les médias aux fins d'accroître leur sensibilisation et capacité de rendre compte des droits de l'enfant d'un point de vue éthique et de promouvoir le changement social. La participation des adolescents sera renforcée grâce au soutien apporté aux mécanismes nationaux et locaux de participation destinés aux enfants et aux jeunes, y compris en jetant des ponts entre les régions. Les institutions en charge de l'élaboration, du suivi et du contrôle de la législation relative aux droits de l'enfant bénéficieront de l'appui de la composante, notamment le Conseil national pour la protection des droits de l'enfant, le

Parlement, le Défenseur des droits de l'enfant et le Ministère du travail, de la protection sociale et de la famille, afin de contrôler les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Observations finales du Comité des droits de l'enfant et du chapitre relatif aux droits de l'enfant de l'Accord d'association entre l'UE et la République de Moldova. La capacité des ONG à défendre, contribuer, contrôler et rendre compte des politiques et budgets sera renforcée de manière à favoriser la participation de la société civile au débat public. Grâce à un engagement plus actif avec le secteur des entreprises, le programme cherchera à initier des partenariats publics-privés et à influencer les efforts de responsabilité sociale des entreprises pour soutenir des services adaptés et mieux à même de toucher les enfants et les familles défavorisés.

37. Le programme de pays développera les connaissances, attitudes et pratiques des enfants eux-mêmes ainsi que des aidants familiaux, des professionnels travaillant aux côtés d'enfants et des communautés et encouragera l'engagement d'un débat national sur les normes sociales acceptables à l'égard des enfants. Cette double approche contribuera à donner, aux enfants défavorisés – y compris aux adolescent(e)s – et à leur famille, les moyens de faire valoir leurs droits. Il s'agira, pour ce faire, de développer la connaissance qu'ils ont de leurs droits et leurs compétences à les revendiquer et de soutenir la mise en place d'un climat propice au plan tant national que local. Les approches du changement social aideront à créer cet environnement favorable en modifiant les normes et les mentalités et en approfondissant le dialogue social autour de quatre grandes thématiques : la discrimination envers les Roms, les enfants handicapés et les autres enfants et adolescents défavorisés ; la violence sexiste à l'encontre des enfants et des femmes; la séparation des enfants d'avec leur famille; et le travail des enfants. Il conviendra d'induire un changement social positif grâce à la communication pour le développement, en modifiant les politiques et les lois et en favorisant le renforcement des capacités de la société civile et des systèmes de l'État.

38. **Coûts transversaux.** La composante appuiera la conduite d'opérations efficaces, la gestion et l'administration du bureau de pays, les activités intersectorielles et du système des Nations Unies, y compris le suivi et l'évaluation ainsi que l'examen à mi-parcours et la documentation du programme.

## **Rapports avec les priorités nationales et le PNUAD**

39. Le programme de pays soutient les principales priorités nationales en matière d'éducation et de justice énoncées dans la stratégie de développement « Moldova 2020 », la mise en œuvre du chapitre consacré aux droits de l'enfant dans le projet d'Accord d'association entre l'UE et la République de Moldova, ainsi que le Plan d'action national en faveur des droits de l'homme. Le programme contribue aux stratégies des secteurs de l'éducation, de la justice et de la santé, aux stratégies et programmes transversaux sur l'éducation inclusive, le VIH/sida, les services de santé adaptés aux jeunes, les carences en micronutriments et ainsi qu'au Code de l'éducation et à la Stratégie de protection de l'enfant et de la famille prévus.

40. Le nouveau programme de pays découle directement du cadre du Partenariat Nations Unies-République de Moldova pour la période 2013-2017, et contribuera explicitement à l'atteinte des résultats au titre des trois piliers : a) gouvernance démocratique, justice, égalité et droits de l'homme; b) développement humain et

insertion sociale; et c) environnement, changement climatique et gestion du risque de catastrophe.

## **Rapports avec les priorités internationales**

41. Le programme vise à donner suite aux nombreuses recommandations liées aux droits de l'enfant formulées durant le premier Examen périodique universel de la République de Moldova en 2011. Ces recommandations préconisaient notamment de s'attaquer aux causes de la violence domestique, en particulier à l'égard des enfants; permettre l'accès à l'éducation des enfants handicapés; mettre un terme au travail des enfants; prévenir la traite et l'exploitation sexuelle des enfants; mettre pleinement en œuvre la réforme du système de placement en institution des enfants et veiller à ce que le Défenseur des enfants dispose des ressources suffisantes. Elles font écho aux précédentes observations formulées par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'enfant, qui avaient également souligné la nécessité d'améliorer la collecte de données sur les groupes défavorisés et de porter une attention accrue à la discrimination, notamment à l'égard de la population Rom.

## **Principaux partenariats**

42. Les partenariats directs noués avec les autorités centrales et certaines autorités locales permettront de faire progresser la réalisation des objectifs de la coopération. Ils seront appuyés par le partenariat stratégique développé avec le Conseil national pour la protection des droits de l'enfant, qui supervise les progrès réalisés en matière de mise en œuvre des engagements internationaux concernant les droits de l'enfant et des plans d'action y afférents adoptés par la République de Moldova. Le Conseil national pour la protection des droits de l'enfant contribuera grandement à la réalisation des objectifs escomptés du programme de pays en réunissant et coordonnant les actions des principaux ministères et des ONG. Le Défenseur des droits de l'enfant sera un autre partenaire essentiel en matière de plaider et de suivi des droits de l'enfant.

43. Le programme collaborera avec la délégation de l'Union européenne, en s'attachant principalement à la mise en œuvre du chapitre relatif aux droits de l'enfant de l'Accord d'association entre l'UE et la République de Moldova, et aux actions communes de plaider et de mobilisation des ressources venant appuyer l'insertion sociale, notamment dans la région transnistrienne de la République de Moldova. Des activités de sensibilisation et de programmation communes seront poursuivies avec le Conseil de l'Europe autour des thèmes de la justice, de l'insertion des Roms et de la prévention de la violence. La collaboration avec la Banque Mondiale sera maintenue en matière d'élaboration des programmes, de conseils techniques et de travail analytique afin de veiller à une meilleure prise en compte des besoins des enfants dans la réforme de la protection sociale et à une attention accrue portée aux groupes défavorisés dans l'éducation.

44. La collaboration sera maintenue avec les principaux partenaires bilatéraux ainsi qu'avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Partenariat mondial pour l'éducation, le Fonds d'investissement social moldave et les ONG locales et internationales.

## **Suivi, évaluation et gestion du programme**

45. Le programme suivra les progrès réalisés dans la mise en œuvre des droits de l'enfant et soutiendra l'évaluation des politiques et programmes nationaux clefs relatifs aux enfants, notamment ceux liés à l'éducation inclusive, la désinstitutionnalisation, ainsi qu'aux composantes VIH/sida et justice concernant les enfants. Il procédera à un vaste partage des résultats avec les partenaires aux fins d'améliorer les nouvelles politiques. L'UNICEF et le Gouvernement évalueront les principales interventions du programme telles que la communication pour le développement, l'initiative « Écoles amies des enfants », le développement de la petite enfance, la réforme de la protection de l'enfance et les services de santé adaptés aux jeunes.

46. Les données de base seront établies à partir de l'Enquête en grappes à indicateurs multiples de 2012 et des résultats du recensement de la population de 2014. Des recherches complémentaires seront entreprises au besoin afin de fournir une analyse plus approfondie des questions clefs telles que celles liées aux enfants roms, à l'abandon et à l'absentéisme scolaires, à la toxicomanie chez les adolescents et aux abus et à l'exploitation sexuels des enfants. L'analyse de situation, axée sur les enfants défavorisés, sera régulièrement actualisée. La Chancellerie d'État sera le partenaire chargé de la coordination.

---